



KPMG SA
9 avenue de l'Europe
Espace Européen de l'Entreprise
67300 Schiltigheim

Association IRCAD

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association IRCAD
1 Place de l'Hôpital - 67000 STRASBOURG
Ce rapport contient 31 pages
Référence : FD-252-081

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
9 avenue de l'Europe
Espace Européen de l'Entreprise
67300 Schiltigheim

Association IRCAD

1 Place de l'Hôpital - 67000 STRASBOURG

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association IRCAD,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association IRCAD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Schiltigheim, le 17 juin 2025

KPMG SA

Florent DISSERT

Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	972 091	72 495	899 596	901 262
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	5 355		5 355	5 355
	Constructions	42 226 259	13 849 579	28 376 680	29 506 466
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	3 523 574	2 807 895	715 679	682 991
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations corporelles	16 046 868	7 466 380	8 580 488	7 666 233
	Immobilisations corporelles en cours				206 336
	Avances et acomptes	91 219		91 219	37 312
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	2 281 432	175 580	2 105 852	2 211 345
	Créances rattachées à des participations	11 143 368		11 143 368	11 063 221
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 400		2 400	3 900
	TOTAL (I)	76 292 566	24 371 929	51 920 637	52 284 421
COMPTES DE REGULARISATION	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	9 835		9 835	16 578
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 209 560	30 925	2 178 635	3 127 435
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	916 599		916 599	1 468 512
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	5 050 565		5 050 565	5 050 565
COMPTES DE REGULARISATION	DISPONIBILITES	18 078 614		18 078 614	15 552 383
	Charges constatées d'avance	392 263		392 263	414 415
	TOTAL (II)	26 657 435	30 925	26 626 510	25 629 888
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)	621		621	
	TOTAL ACTIF (I à V)	102 950 621	24 402 854	78 547 767	77 914 308
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an				3 900
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	46 319 299	41 768 957
	Excédent ou déficit de l'exercice	3 456 713	4 550 342
	Total des fonds propres (situation nette)	49 776 012	46 319 299
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	16 871 070	17 739 871
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	16 871 070	17 739 871
	Total des fonds propres	66 647 081	64 059 170
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	71 252	217 683
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	71 252	217 683
Provisions	Provisions pour risques	640 597	639 976
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	640 597	639 976
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 590 595	7 591 618
	Emprunts et dettes financières divers	5 050	4 990
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 999 021	3 115 795
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	818 786	669 066
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 274	41 944
	Autres dettes	174 549	442 765
	Produits constatés d'avance	1 548 562	1 131 301
	Total des dettes	11 188 837	12 997 479
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		78 547 767	77 914 308
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		3 456 712,65	4 550 341,82
(1) Dont à moins d'un an		5 604 430	6 414 276
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		339	17 184

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 000	600
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	4 966	4 513
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	14 054 171	16 558 820
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	75 740	57 500
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	35 980	58 932
	Mécénats	3 120 261	
	Legs, donations et assurances-vie	743 728	
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	57 814	45 735
	Utilisations des fonds dédiés	146 431	835 867
	Autres produits	20 814	2 977 560
Total des produits d'exploitation		18 261 905	20 539 526
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	1 632	
	Variation de stock	6 743	971
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	8 956 956	9 466 419
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	384 003	391 495
	Salaires et traitements	3 310 522	3 227 429
	Charges sociales	1 266 218	1 187 837
	Dotation aux amortissements et dépréciations	2 716 506	2 501 324
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		(15 000)
	Autres charges	156 795	332 098
Total des charges d'exploitation		16 799 375	17 092 574
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 462 530	3 446 952

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		1 462 530	3 446 952
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 217 481	926 787
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		66 377
	Différences positives de change	150 495	4 940
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		1 367 976	998 105
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	126 201	
	Intérêts et charges assimilées	133 220	149 567
	Différences négatives de change		60 680
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		259 421	210 247
RESULTAT FINANCIER		1 108 555	787 858
RESULTAT COURANT avant impôts		2 571 085	4 234 810
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	5 987	
	Sur opérations en capital	883 795	909 476
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		115 000
Total des produits exceptionnels		889 783	1 024 476
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	334	37
	Sur opérations en capital	3 821	68 930
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		639 976
Total des charges exceptionnelles		4 155	708 944
RESULTAT EXCEPTIONNEL		885 627	315 532
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		20 519 664	22 562 107
TOTAL DES CHARGES		17 062 951	18 011 765
EXCEDENT ou DEFICIT		3 456 713	4 550 342
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		4 893 729	
Bénévolat			
TOTAL		4 893 729	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		4 893 729	
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		4 893 729	

Note de présentation

Etat exprimé en **euros**

OBJET SOCIAL DE L'INSTITUT :

- La valorisation, la promotion et le développement de tous travaux de recherche fondamentale et appliquée contre le cancer ;
- La valorisation, la promotion, le développement, l'enseignement et la formation des nouvelles technologies (informatiques, robotiques, ...) dans le monde médical et chirurgical.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES DE L'INSTITUT :

- Mise en place et développement d'unités de recherche et développement en informatique et robotique, qui conçoivent et développent des outils de diagnostic, de planification et simulation chirurgicales visant à améliorer et sécuriser le geste chirurgical ;
- Prévention des cancers, amélioration du diagnostic précoce et élaboration de nouvelles stratégies thérapeutiques par les technologies innovantes de la chirurgie augmentée qui combinent réalité augmentée, robotique et intelligence artificielle au service du chirurgien ;
- Publications et communications scientifiques internationales dans ces différents domaines ;
- Centre de formation en chirurgie mini-invasive ;
- Développement d'une université en ligne virtuelle sous la forme d'un site web consacré à la formation médico-chirurgicale continue, spécialisé dans les techniques opératoires de chirurgie mini-invasive.

MOYENS MIS EN OEUVRE :

- Tenue de réunions de travail, d'assemblées périodiques, de conférences, de séminaires d'enseignement et de formation ;
- Publication des recherches ;
- Invitations de professeurs, scientifiques et chercheurs ;
- Soutien financier de contrats de recherche ;
- Travaux de recherche.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence, et conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Il est fait application des dispositions particulières résultant du règlement ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le bilan de l'exercice présente un total de **78 547 767** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **20 519 664** euros et un total **charges** de **17 062 951** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **3 456 713** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- indépendance des exercices.
- permanence des méthodes

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Evaluation des amortissements

L'IRCAD a appliqué au 1er janvier 2005 les règlements sur les actifs, à savoir :

- le règlement n° 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs;
- le règlement n° 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

La méthode de la réallocation des valeurs nettes comptables a été retenue.

Il est précisé que ces changements ne portent que sur les immobilisations décomposables (constructions). En vertu de l'article L.123-16 du Code de Commerce, l'association a fait le choix d'appliquer les mesures de simplification propres aux PME, qui consistent dans le maintien de l'amortissement selon les durées d'usage pour les immobilisations non décomposables.

L'association n'a pas constaté de provision pour amortissements dérogatoires, les constructions étant rattachées au secteur non lucratif.

Les constructions ont fait l'objet d'une décomposition à compter du 1er janvier 2005.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur les durées d'utilisation estimées.

Gros oeuvre	50 ans
Menuiserie extérieure	25 ans
Installations électriques	20 ans
Agencements	15 ans
Ascenseur	20 ans
Facades	15 ans
Étanchéité	20 ans
Installation sanitaire	25 ans

Les immobilisations non décomposables ont continué d'être amorties selon les modes et durées d'usage antérieurs, en application de l'article L.123-16 du Code de Commerce.

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	4 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	2.5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode "FIFO" (premier entré, premier sorti).

• Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières :

- OPCVM CCM :

Prix de revient : 50.550 euros

Prix du marché au 31/12/2024 : 50.550 euros

Plus/Moins value latente : 0 euros.

- 30 EMTN (EURO MEDIUM TERM NOTE)

Prix de revient : 3.000.000 euros

Souscription le 15/11/2022

Prix du marché au 31/12/2024 : 3.065.728,98 euros

Plus/Moins value latente : + 65.728,98 euros.

- 20 EMTN (EURO MEDIUM TERM NOTE)

Prix de revient : 2.000.000 euros

Souscription le 06/07/2023

Prix du marché au 31/12/2024 : 2.053.546,18 euros

Plus/Moins value latente : + 53.546,18 euros.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Informations complémentaires

Impôts commerciaux :

L'association a procédé en 2005 à des analyses internes pour répondre aux besoins fiscaux, tels qu'exprimés par le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie dans sa lettre du 14 octobre 2004.

Les positions retenues par l'association sont les suivantes au regard des impôts commerciaux :

Dans le prolongement de l'instruction du 13 juin 2008 (BOI 3-A-4-08) qui a précisé la situation des activités de recherche des organismes publics ou privés au regard de la TVA, les activités de recherche fondamentale ou appliquée relèvent du champ d'application de la TVA.

- l'activité de formation est traitée dans son intégralité comme relevant du secteur non lucratif.
- les activités de location de locaux, et de ventes de CD Rom non comprises dans les activités de formation, relèvent du secteur lucratif et sont soumises aux impôts commerciaux.

Cette position est effective depuis 2005 pour l'impôt sur les sociétés. Ainsi, l'IRCAD établit depuis 2006 une liasse fiscale au titre de l'impôt sur les sociétés dû pour l'exercice clos. Au titre de l'exercice 2024, le secteur lucratif de l'IRCAD fait ressortir un bénéfice comptable de 488.192 euros. Compte tenu des déficits fiscaux reportables, ce bénéfice ne donne lieu à aucun impôt sur les bénéfices.

Provisions pour risques et charges :

Les risques et charges sont provisionnés en application du règlement sur les passifs ANC n°2014-03.

Nous n'avons connaissance d'aucun risque environnemental.

Honoraires commissaire aux comptes :

En application du décret 2008-1487 du 30/12/2008, le montant des honoraires de commissariat aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2024 est de 35.057,29 € .

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Indemnités de départ à la retraite :

Les indemnités de départ à la retraite sont couvertes à 63,27 % par un contrat d'assurance, soit pour un montant de 73.220 € au 31 décembre 2024. Le passif social actualisé à fin 2024 s'élève à 115.728 euros contre 102.090 € à fin 2023.

Hypothèses retenues :

- taux d'actualisation : 3,30%
- âge de départ à la retraite : cadre 65 ans, non cadre 62-64 ans
- taux de progression de salaire : 2%
- taux de charges sociales : 40%
- taux de turn-over : turn-over faible jusqu'à 55 ans
- convention collective : indemnités légales

Présentation des produits :

Sont inscrits en chiffre d'affaires, les seuls produits faisant l'objet d'une facturation par l'association IRCAD. Les subventions d'exploitation et assimilées sont comptabilisées dans le compte 74. Les subventions d'investissements sont, suivant qu'elles sont étalées ou non, comptabilisées dans les comptes 13 ou 77. Les dons perçus et assimilés sont comptabilisés en compte 75.

L'association a ainsi perçu en produits de l'exercice 2024 un montant de 35.980 euros au titre des dons et 743.728 euros au titre de legs des particuliers. Les autres dons et assimilés correspondent à du mécénat d'entreprises pour un montant global de 3.120.261 euros.

Subventions d'exploitation :

L'Institut a inscrit en produits de l'exercice 2024 un montant de 75.740 euros au titre des subventions d'exploitation, contre 57.500 euros au titre de l'exercice 2023. Ce montant est réparti comme suit :

- Ajustement de - 44.760 euros au titre de la convention DISRUMPERE I ;
- 55.000 euros au titre de la convention USIAS 2024 ;
- 5.000 euros au titre de la convention REGION - diagnostic cybersécurité ;
- 60.500 euros au titre des aides à l'embauche.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Convention de soutien financier et matériel - contributions volontaires en nature

- Un partenaire industriel historique soutient les projets de recherche et les activités de formation dispensées par l'Institut. Dans le cadre de ce partenariat, formalisé par une nouvelle convention signée en 2024, l'Institut bénéficie d'un soutien financier et matériel.

Le soutien financier se traduit par le versement d'une aide forfaitaire annuelle de 2.895.260 euros.

L'Institut bénéficie en outre d'un prêt à usage, à titre gratuit, de dispositifs et d'équipements médicaux. L'inventaire de ces produits est valorisé à hauteur de 4.257.003 euros au 31/12/2024.

La convention est entrée en vigueur au début de l'année 2024 et doit produire ses effets jusqu'au 31/12/2028, soit sur une période de 5 années.

- Un second partenaire industriel met également à la disposition de l'Institut certains matériels, dispositifs, articles et produits logiciels.

Les dispositifs ainsi utilisés et mis à la disposition de l'Institut par cet autre partenaire ont été valorisés à hauteur de 636.726 euros au titre de l'exercice 2024. Ce prêt à usage, formalisé dans une nouvelle convention, signée et entrée en vigueur en 2024, doit produire ses effets jusqu'au 31/12/2028.

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	972 091					972 091
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	972 091					972 091
CORPORELLES	Terrains	5 355					5 355
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	36 355 993					36 355 993
	instal. agencet aménagement	5 870 266					5 870 266
	Instal technique, matériel outillage industriels	3 257 960		299 104		33 489	3 523 574
	Instal., agencement, aménagement divers	7 682 223		1 902 243			9 584 466
	Matériel de transport	6 550		178 380			184 930
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	6 161 237		125 166		8 931	6 277 472
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	206 336		1 474 464	1 680 799		
	Avances et acomptes	37 312		177 245	123 338		91 219
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	59 583 231		4 156 602	1 804 138	42 420	61 893 275	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	13 324 566		100 234			13 424 800
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	3 900			1 500		2 400
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	13 328 466		100 234	1 500		13 427 200
TOTAL		73 883 788		4 256 836	1 805 638	42 420	76 292 566

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	70 829	1 666		72 495
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	70 829	1 666		72 495
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui	11 233 545	945 430		12 178 974
	instal. agencement aménagement	1 486 248	184 356		1 670 604
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 574 969	266 416	33 489	2 807 895
	Autres instal., agencement, aménagement divers	3 294 362	625 392		3 919 754
	Matériel de transport	6 550	34 799		41 349
	Matériel de bureau, mobilier	2 882 865	627 522	5 109	3 505 278
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		21 478 538	2 683 914	38 599	24 123 854
TOTAL		21 549 367	2 685 581	38 599	24 196 349

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	639 976			639 976
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change		621		621
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	639 976	621		640 597
	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	50 000	125 580		175 580
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients		30 925		30 925
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	50 000	156 505		206 505
TOTAL GENERAL		689 976	157 126		847 102
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			30 925 126 201		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

--

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	11 143 368		11 143 368
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 400		2 400
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	2 209 560	2 209 560	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	18	18	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	65 199	65 199	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	117 744	117 744	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	733 639	733 639	
	Charges constatées d'avance	392 263	392 263	
	TOTAL DES CREANCES	14 664 189	3 518 422	11 145 768
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	339	339		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	6 590 256	1 005 849	3 060 595	2 523 812
	Emprunts et dettes financières divers	5 050	5 050		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 999 021	1 999 021		
	Personnel et comptes rattachés	204 057	204 057		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	283 600	283 600		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	190 449	190 449		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	140 680	140 680		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 274	52 274		
	Groupe et associés				
	Autres dettes	174 549	174 549		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	1 548 562	1 548 562		
	TOTAL DES DETTES	11 188 837	5 604 430	3 060 595	2 523 812
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	983 302			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	41 768 957	4 550 342			46 319 299
Excédent ou déficit de l'exercice	4 550 342	(4 550 342)	3 456 713		3 456 713
Situation nette	46 319 299		3 456 713		49 776 012
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	17 739 871			868 801	16 871 070
Provisions réglementées					
TOTAL	64 059 170		3 456 713	868 801	66 647 081

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
		Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Subventions d'exploitation						
FONDS DEDIES DISRUMPERE	75 278		75 278	44 760		
FONDS DEDIES CLASSICA	142 405		71 153		71 252	
Contributions financières d'autres org.						
Ressources liées à la générosité du public						
TOTAL	217 683		146 431	44 760	71 252	

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	26 329 255			26 329 255
Autres subventions d'investissement	762 245			762 245
Montant nominal	27 091 501			27 091 501
Quotes-parts virées au compte de résultat	9 351 630	868 801		10 220 431

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		2 092 831
Créances rattachées à des participations <i>INTERETS COURUS/CREANCES RATTACHEES</i>	480 147	480 147
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i> <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR SANS TVA</i>	290 729 409 953	700 682
Autres créances <i>FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR</i> <i>SUBVENTIONS A RECEVOIR</i> <i>DIVERS PRODUITS A RECEVOIR</i> <i>INTERETS COURUS A RECEVOIR</i>	309 573 117 744 15 840 468 845	912 002

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		910 460
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		7 392
INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	7 053	
INTERETS COURUS A PAYER	339	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		500 858
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	500 858	
Dettes fiscales et sociales		355 769
PROVISION CONGES PAYES	202 862	
PROVISION PRIMES ET HEURES SUPPL.	1 195	
PROVISION CH.SOC/CONGES PAYES	79 443	
ORG. SOCIAUX AUTRES CH.A PAYER	538	
FORMATION PROF ET TAXE APRR A PAYER	5 628	
TAXE HANDICAPES A PAYER	4 104	
ETAT - CHARGES A PAYER	62 000	
Autres dettes		46 441
CLIENTS AVOIRS A ETABLIR SANS TVA	46 441	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			392 263
		2 143	
ENTRETIEN PETIT EQUIPEMENT		2 841	
STOCK MEDICAMENTS ET PIECES ANAT.		101 176	
FOURNITURES MATERIEL MEDICAL		14 456	
LOCATIONS/ABONT LOGICIELS		63 007	
LOCATIONS MOBILIERES		15 500	
ENTRETIEN MAINTENANCE		23 399	
STOCKS HARTMANN		23 032	
ASSURANCES		62 866	
CATALOGUES IMPRIMES BROCHURES		16 459	
DEPLACEMENTS		60 910	
AUTRES (AFFRANCH., ACCREDITATION, COTIS..		6 475	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			392 263

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			1 619 814
COURS EITS		1 334 354	
EUROSPINE FORMATION 2025		81 246	
RELAIS ORANGE		5 753	
FONDS DEDIES		71 252	
CONTRIBUTIONS FINANCIERES 2025		33 333	
ACOMPTES NSPINE 2025		44 439	
LOCATIONS 2025		49 436	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			1 619 814

Engagements financiers

Etat exprimé en euros 31/12/2024

	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Nantissement de comptes de titres financiers de la banque	3 000 000	
Hypothèque immobilière conventionnelle	2 000 000	
	5 000 000	
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	5 000 000	
(1) Dont concernant :		
Les dirigeants		
Les filiales		
Les participations		
Les autres entreprises liées		

Filiales et participations

Etat exprimé en euros		31/12/2024	Capitaux propres	Quote-part détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
SAS LA PORTE DE L'HOPITAL 1 PLACE DE L'HOPITAL 67000 STRASBOURG			2 451 278	50,99	(13 070)
BRASSERIE DES HARAS 23 RUE DES GLACIERES 67000 STRASBOURG			1 403 943	90,00	365 337
HOTEL LES HARAS 23 RUE DES GLACIERES 67000 STRASBOURG			(1 932 266)	75,00	593 424
2. Participations (10 à 50 %)					
VISIBLE PATIENT 8 RUE GUSTAVE ADOLPHE HIRN 67000 STRASBOURG			(4 577 449)	18,54	(3 433 390)
B. Renseignements globaux					
1. Filiales non reprises en A.					
a) françaises					
b) étrangères					
2. Participations non reprises en A.					
a) françaises					
b) étrangères					

--

Effectif moyen

		31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		35	
	Professions intermédiaires			
	Employés		26	
	Ouvriers		1	
	TOTAL		62	

--

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des produits exceptionnels		889 783
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>AUTRES PDTS EXCEPTIONNELS</i>	5 987	5 987
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>Q/P SUBVENT. EQUIPMT. RESULTAT PRODUITS EXCEPTIONNELS</i>	868 801 14 994	883 795
Total des charges exceptionnelles		4 155
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>PENALITES DE RETARD</i>	334	334
Charges exceptionnelles sur opération en capital <i>VNC DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</i>	3 821	3 821
Résultat exceptionnel		885 627